

31-03-08

Gandrange : Mittal campe sur son plan de restructuration

Le leader mondial de l'acier n'a pas pris en compte les contre-propositions des syndicats pour sauver 595 des 1 100 emplois de l'usine de Moselle.

LA RÉUNION extraordinaire du comité d'entreprise du 4 avril d'ArcelorMittal ne devrait pas remettre en cause les 595 suppressions d'emplois annoncées en janvier sur le site de Gandrange (Moselle). Le numéro un mondial de l'acier n'aurait pas, selon la CFDT, pris en compte les contre-propositions des syndicats destinées à éviter la lourde restructuration prévue pour ce site de 1 100 salariés. Dans une lettre, la direction d'ArcelorMittal s'est efforcée de démontrer que le plan de sauvetage présenté

n'était pas viable. Après avoir été reçu par Nicolas Sarkozy, Lakshmi Mittal, président du groupe ArcelorMittal, avait décidé d'accorder un délai de deux mois afin que toutes les possibilités soient étudiées. Lors d'une visite éclair le 4 février, le président de la République avait annoncé que « l'État était prêt à prendre en charge tout ou partie des investissements nécessaires » pour maintenir le site en activité. Une manifestation sera organisée jeudi à Metz, à la veille du comité d'entreprise. **Page 20**



L'usine de Gandrange avait été rachetée en 1999 par l'indien Mittal Steel au français Usinor. PhotoPQR/Le Républicain Lorrain

Suppressions d'emplois inéluctables à Gandrange

SIDÉRURGIE

Les syndicats ne se font plus d'illusions sur l'impact de leurs contre-propositions pour sauver les 595 postes du site d'ArcelorMittal.

LA SEMAINE s'annonçait décisive pour les 1 100 salariés de l'usine ArcelorMittal de Gandrange (Moselle). Effectivement, elle le sera. Après trois mois de suspense, de tractations et malgré l'intervention de Nicolas Sarkozy, les 595 suppressions d'emplois sur le site l'aciérie de Gandrange (Moselle) ne font plus guère de doute.

Selon la CFDT, la direction du groupe confirmera lors du comité d'entreprise du 4 avril le plan de fermeture partielle du site ; cette restructuration annoncée début janvier prévoit la fermeture de l'aciérie électrique et du train à billettes (installation de laminage pour la fabrication de cylindres

en métal). Le libellé de la convocation au comité d'entreprise est sans équivoque aux yeux des responsables syndicaux. Si la décision redoutée n'y est pas inscrite textuellement, le leader mondial de l'acier la sous-entend en démontant point par point toutes les suggestions émises par la CFDT pour sauver la totalité des emplois à Gandrange.

Le syndicat avait obtenu un délai de deux mois pour présenter son propre plan de sauvetage. Il prévoyait notamment un maintien de 100 % de l'activité du site, moyennant 40 millions d'euros d'investissement pour rénover le four électrique. Ce plan n'a pas trouvé grâce aux yeux de la direction. « Nos hypothèses commerciales ont parfois fait l'objet de remarques contradictoires, explique Édouard Martin, élu CFDT, ainsi la direction critique notre souhait d'une orientation vers la production d'acier pour le BTP en

raison de l'aspect cyclique et des surcapacités, mais la direction annonce un peu plus loin que cette même évolution fait partie de ses propres projets. »

Une phrase en caractère gras au bas du document de 15 pages est aussi aiguisée que le tranchant d'un couperet : « *La comparaison avec le projet initial (...) conduira après l'avis donné par le comité d'entreprise à la décision de l'entreprise.* » Sous-entendu : les restructurations seront maintenues. Le n° 1 mondial de l'acier n'acceptera qu'un investisse-

ment supplémentaire de 10 millions d'euros et la sauvegarde d'une vingtaine d'emplois.

Manifestation jeudi à Metz

Autre hypothèse parfois évoquée pour le maintien de l'emploi, le rachat de l'usine par un tiers est très compromis. « *Aucun repreneur potentiel ne s'est manifesté* », a déclaré Daniel Soury-Lavergne, le président d'ArcelorMittal France, mardi dernier.

Les salariés n'ont d'autres possibilités désormais que de se tourner vers les pouvoirs publics. Pour

se faire entendre avant le comité d'entreprise du 4 avril, ils organiseront la veille une manifestation devant la préfecture de Metz.

« Nous nous tournons désormais vers Nicolas Sarkozy, poursuit Édouard Martin, ses propos si optimistes du 4 février résonnent encore dans la tête des salariés de Gandrange. » Lors d'une visite éclair, le président de la République s'était engagé à ce que l'État prenne en charge tout ou partie des investissements nécessaires pour l'outil industriel, mais aussi pour la formation des 300 jeunes

embauchés récemment par Arcelor. Pour peser sur le dossier, le chef de l'État avait rencontré Lakshmi Mittal fin janvier en Inde afin de tenter d'infléchir – sans résultat apparent – sa position. Si les yeux se tournent donc vers l'Élysée, les moyens d'action semblent réduits. La Commission européenne ne pourrait admettre l'octroi d'aides publiques à un groupe privé, d'autant que celui-ci a annoncé 10,3 milliards de dollars de bénéfices pour 2007.

ELSA BEMBARON
et CHARLES GAUTIER